Coronavirus (COVID-19) : l'état d'urgence sanitaire est prolongé

Du nouveau. L'état d'urgence sanitaire, arrivé à terme le 16 février 2021, est finalement prorogé jusqu'au 1^{er} juin 2021 inclus.

Concernant les dispositions relatives à l'état d'urgence sanitaire. Les dispositions relatives à l'état d'urgence sanitaire (notamment les mesures ayant pour objet la mise en quarantaine, les mesures de placement et de maintien en isolement des personnes infectées par le virus), initialement applicables jusqu'au 1^{er} avril 2021, le sont désormais jusqu'au 31 décembre 2021.

Concernant l'Outre-mer. En toute logique, les dispositions relatives à la lutte contre les épidémies applicables dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française sont applicables jusqu'au 31 décembre 2021 (contre le 1^{er} avril 2021 précédemment).

Coronavirus (COVID-19) et reconfinement : les mesures à retenir

Reconfinement. À partir du vendredi 30 octobre 2020 et jusqu'au 1^{er} décembre 2020, la France est reconfinée.

Pendant cette période, les déplacements ne seront possibles, avec une attestation, que pour travailler, se rendre à un rendez-vous médical, porter assistance à un proche, faire ses courses ou prendre l'air à proximité de son domicile.

Rassemblements. Les réunions privées en dehors du noyau familial, les rassemblements publics et les déplacements entre régions sont exclus, à l'exception des retours de vacances de la Toussaint, c'est-à-dire jusqu'au dimanche 1^{er} novembre 2020.

Les commerces définis comme non essentiels et les établissements recevant du public, comme les bars et restaurants, sont fermés.

Aides entreprises. L'Etat continue à apporter une aide massive aux petites entreprises impactées avec la prise en charge jusqu'à 10 000 €/mois de leurs pertes en chiffres d'affaires. Les salariés et les employeurs continuent à bénéficier du chômage partiel.

Des mesures pour soutenir la trésorerie des entreprises, notamment concernant les charges et les loyers, vont faire l'objet de précisions. Un plan spécial va voir le jour pour les indépendants, les commerçants et les TPE/PME.

Structures d'accueil des enfants. Les crèches, écoles, collèges et lycées restent ouverts avec des protocoles sanitaires renforcés. Les universités et établissements d'enseignement supérieur assurent, à l'inverse, des cours en ligne.

Travail. Partout où cela est possible, le télétravail est généralisé. Les guichets des services publics restent ouverts. Les usines, les exploitations agricoles et le BTP continuent de fonctionner.

Les visites en EHPAD et en maisons de retraite sont cette fois-ci autorisées dans le strict respect des règles sanitaires.

A noter. En cette période marquée par la Toussaint, les cimetières demeurent ouverts.

Outre-Mer. Des adaptations spécifiques seront prévues pour les départements et territoires d'Outre-Mer.

Coronavirus : le risque de saturation des opérateurs funéraires

Mobilisation des opérateurs funéraires. En raison de l'épidémie de coronavirus et du nombre élevé de décès, les professionnels du secteur funéraire sont fortement mobilisés. Il est notamment nécessaire de procéder rapidement aux obligations administratives liées aux opérations funéraires.

Une mobilisation freinée. Toutefois, cette rapidité est ralentie par ces nombreuses obligations administratives. Pour lever les obstacles, des dispositions exceptionnelles vont s'appliquer.

Lever temporaire des freins administratifs. Ces dispositions exceptionnelles sont en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un 1 mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire.

Attention ! Les règles habituelles restent par principe applicables. Il n'est possible d'y déroger que si les circonstances locales le justifient (comme la saturation des équipements funéraires, par exemple).

Bon à savoir. Le Préfet peut aussi procéder à la réquisition des sociétés et des personnes nécessaires pour garantir la bonne exécution des opérations funéraires.

Coronavirus : le contenu des mesures dérogatoires

Dérogation aux règles de transport du corps. Si nécessaire, le transport avant mise en bière du corps d'une personne décédée peut être réalisé sans déclaration préalable auprès du Maire du lieu de dépôt du corps. Il en est de même pour le transport réalisé après la mise en bière.

Quand faire la déclaration ? La déclaration normalement requise doit être adressée au Maire, par tout moyen, au plus tard 1 mois après le transport du corps du défunt.

Les règles habituelles d'inhumation ou de crémation. Par principe, l'inhumation ou la crémation a lieu (sauf dérogation Préfectorale) :

- si le décès s'est produit en France métropolitaine, 24 heures au moins et 6 jours au plus après le décès ;
- si le décès a eu lieu dans les collectivités d'Outre-Mer, en Nouvelle-Calédonie ou à l'étranger, 6 jours au plus après l'entrée du corps en France.

A titre dérogatoire. Exceptionnellement, il est possible de déroger aux délais précités, sans accord préalable du Préfet, mais seulement si cela est strictement nécessaire au regard des circonstances. Le délai dérogatoire ne peut alors dépasser 21 jours ou, le cas échéant, un délai supérieur fixé par le préfet pour tout ou partie du département.

Quand faire la déclaration ? L'opérateur funéraire doit adresser au Préfet une déclaration écrite et motivée précisant le délai dérogatoire mis en œuvre au plus tard 15 jours après l'inhumation ou la crémation.

A noter. Le Préfet peut décider d'aménager les règles dérogatoires, si nécessaire.

Privilégier la voie dématérialisée. Si nécessaire, l'autorisation de fermeture du cercueil peut être transmise par l'officier d'état civil à l'opérateur funéraire de manière dématérialisée et non sur papier libre. Il en est de même pour l'autorisation d'inhumation et l'autorisation de crémation.

Le saviez-vous ?

En cas d'impossibilité d'obtenir l'autorisation de fermeture du cercueil au plus tard 24 heures après le décès lorsque la mise en bière immédiate est requise, l'opérateur funéraire peut procéder à la fermeture du

cercueil en présence de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles ou de la personne qu'elle aura expressément désignée.

Il peut aussi procéder à la fermeture du cercueil, en cas de transport de corps hors de la commune de décès ou de dépôt, lorsqu'aucun membre de la famille n'est présent, sans qu'un fonctionnaire de police ne soit présent. Il doit alors informer le Maire de la fermeture du cercueil dans un délai de 48 h.

Autorisation d'inhumation. Toute inhumation dans le cimetière d'une commune est autorisée par le maire de la commune du lieu d'inhumation. Dans le contexte sanitaire actuel, cette autorisation peut être adressée par voie dématérialisée.

Autorisation de crémation. Quant à la crémation, elle est autorisée par le maire de la commune de décès ou, s'il y a eu transport du corps avant mise en bière, du lieu de fermeture du cercueil. Là encore, cette autorisation peut être adressée par voie dématérialisée.

Véhicule funéraire. Les véhicules affectés au transport de corps avant mise en bière doivent avoir une attestation de conformité qui est adressée préalablement à la Préfecture, avant leur mise en service.

A titre dérogatoire, les opérateurs funéraires peuvent acheter ou louer de tels véhicules pour le transport de corps après mise en bière. Dans ce cadre, l'attestation de conformité du véhicule doit être adressée par l'opérateur funéraire au Préfet, au plus tard 1 mois après la période courant du 12 décembre 2020 jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire.

Enfin, la visite de conformité que doit subir le véhicule sera réputée avoir été faite à temps si elle a été réalisée dans un délai qui ne peut pas excéder 2 mois après la fin de cette période.

Prorogation des habilitations. Les habilitations des opérateurs funéraires à exercer leur activité dont le terme vient à échéance au cours de l'état d'urgence sanitaire sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2020.

Dépositaire. Après la fermeture d'un cercueil, celui-ci peut être exceptionnellement mis dans un dépositaire (il s'agit d'une structure permettant le dépôt des cercueils dans l'attente d'une inhumation ou crémation, se trouvant généralement dans le cimetière et qui est gérée par la Mairie). Le dépôt d'un cercueil dans un dépositaire ne peut pas excéder 6 mois. A l'expiration de ce délai, le corps est inhumé.

Coronavirus : en cas de décès depuis le 22 janvier 2021

Depuis le 22 janvier 2021, en cas de suspicion d'un cas de la covid-19 au moment du décès, le médecin constatant le décès peut réaliser un test antigénique permettant la détection du SARS-CoV-2.

Par ailleurs, eu égard au risque sanitaire que les corps des défunts atteints ou probablement atteints de la covid-19 représentent, leur prise en charge s'effectue désormais dans les conditions suivantes :

- seuls les professionnels de santé ou les thanatopracteurs peuvent leur prodiguer une toilette mortuaire, dans des conditions sanitaires appropriées, avant la mise en bière ;
- la présentation du défunt à la famille et aux proches est rendue possible sur le lieu où le décès est survenu, dans des conditions de nature à permettre le respect des dispositions sanitaires ;
- le corps du défunt est mis en bière et le cercueil est définitivement fermé avant de sortir du lieu où le décès est survenu, en présence de la personne ayant qualité pour s'occuper de ses funérailles ;

- les soins de conservation sont interdits sur le corps des défunts dont le décès survient moins de 10 jours après la date des premiers signes cliniques ou la date de test ou examen positif à la covid-19.

Coronavirus : en cas de décès jusqu'au 21 janvier 2021

Par principe. Le cas échéant, il peut être réalisé des actes de soins de conservation du corps, lorsque cela est nécessaire (dégradation rapide du corps, transport du corps du défunt à l'étranger, etc.).

Mais. Pour éviter la propagation du coronavirus, il est interdit de réaliser des actes de soins de conservation du corps sur les des défunts atteints ou probablement atteints du covid-19 au moment de leur décès.

Toilette mortuaire. Il est aussi interdit de pratiquer une toilette mortuaire sur le corps des personnes décédées du covid-19, à l'exclusion des soins réalisés post-mortem par des professionnels de santé ou des thanatopracteurs. En outre, le défunt doit désormais être immédiatement mise en bière.

Des guides pratiques à connaître

Des guides de bonnes pratiques par activité. Afin de concilier continuité économique et protection des salariés, le Ministère du travail a publié des guides des bonnes pratiques par secteur d'activité à destination des professionnels.

Toujours applicables ? Ces guides ont été établis lors du confinement et pour les phases 1 et 2 du déconfinement. Ils ne sont donc plus applicables à l'heure actuelle. Vous pouvez les consulter à l'adresse suivante : <https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/protoger-les-travailleurs-les-emplois-les-savoir-faire-et-les-competences/protoger-les-travailleurs/article/fiches-conseils-metiers-et-guides-pour-les-salaries-et-les-employeurs>.

Un guide national pour toutes les entreprises. Depuis le 1^{er} septembre 2020, c'est le protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise qui est désormais la norme de référence.

⇒ [Consultez le protocole national pour les entreprises \(actualisé au 16 octobre 2020\)](#)

Sources :

- [Décret n° 2020-352 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles funéraires en raison des circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19](#)
- [Arrêté du 28 mars 2020 modifiant l'arrêté du 12 juillet 2017 fixant les listes des infections transmissibles prescrivant ou portant interdiction de certaines opérations funéraires mentionnées à l'article R. 2213-2-1 du code général des collectivités territoriales](#)
- [Arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)
- [Décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)
- [https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/coronavirus-covid-19 \(reconfinement\)](https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/coronavirus-covid-19)

- [Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)
- [Décret n° 2020-1567 du 11 décembre 2020 portant diverses dispositions dans le domaine funéraire en raison des circonstances exceptionnelles liées à la propagation de l'épidémie de covid-19](#)
- [Décret n° 2021-51 du 21 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)
- [Loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire](#)